

# Irlande : la démocratie au forceps - Le chantage à payé

lundi 5 octobre 2009, par [Attac France](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 5 octobre 2009).

## Communiqué d'Attac France

Irlande : la démocratie au forceps

Le résultat est clair : le vote « oui » au Traité de Lisbonne s'est exprimé à une large majorité. Mais il n'efface pas le déni démocratique qui a été institué, avec la décision de faire revoter des citoyens irlandais qui ont « mal » voté en juin 2008. Cela après qu'en France et aux Pays-Bas, les gouvernements aient décidé d'entériner le vote sur le Traité de Lisbonne par un vote parlementaire, par peur que leurs citoyens ne revotent « non » sur un traité jumeau du Traité constitutionnel européen.

Tous les moyens ont été mis en œuvre pour tenter de faire changer d'avis les Irlandais. A commencer par les moyens de communication, à coup de campagnes largement financées par les grandes entreprises comme Ryanair et Intel, qui ont donné des sommes énormes pour la cause du « oui ». Des engagements ont été pris par le gouvernement irlandais et le Conseil européen, mais uniquement à destination du « non » de droite nationaliste : nomination d'un commissaire irlandais, possibilité de poursuivre un dumping fiscal en Irlande, maintien de l'interdiction d'avorter,... Par contre, rien pour le « non » de gauche, qui se bat notamment contre une Europe du libre-échange, pour un nivellement vers le haut des droits sociaux et contre la militarisation inscrite dans le traité. Pourtant, ce « non » de gauche avait eu un rôle important, bien plus que ce qui a pu être rapporté dans les médias.

Le résultat de ce référendum n'est pas un « oui » à la forme et à l'orientation que revêt aujourd'hui l'Union européenne. C'est un « oui » obtenu par la peur et l'insécurité provoquées par la gravité de la crise. Il ne pourra conforter pour l'instant que la voie néolibérale dans laquelle est engagée l'Union européenne. La crise économique aurait dû pousser cette Union à une réaction politique d'ampleur, pour mettre au pas la finance et remettre le social et l'écologie au premier plan. Au lieu de cela, elle reste empêtrée dans le carcan de ses traités et de son idéologie néolibérale. C'est pourquoi nous continuerons à dénoncer, au-delà des traités, les politiques et directives qui poursuivent ce projet mortifère, et nous poursuivrons notre travail unitaire pour proposer des alternatives concrètes pour une autre Europe, solidaire, écologique et démocratique.

**Attac France,**

Montreuil-sous-bois, le 3 octobre 2009

Contacts presse :

Aurélie Trouvé : 06 17 17 50 87

Jean-Marie Harribey : 06 85 71 25 82

---

## **Irlande : le chantage à payé**

Depuis le résultat du référendum irlandais sur le traité de Lisbonne, la classe politique locale et européenne n'en finit pas de se congratuler : 67% de « oui » ! Avec un taux de participation de 59%, supérieur à celui de juin 2008, lorsque le « non » l'avait emporté ! Bientôt le « non » irlandais n'aura jamais existé ! Cet épisode est une nouvelle confirmation du caractère congénitalement antidémocratique de l'Union européenne.

Quand, par hasard, les peuples sont consultés, la seule réponse possible est « oui ». Quand, malgré tout, c'est « non » alors, les gouvernements piétinent la volonté populaire (comme ce fut le cas en France et aux Pays-Bas) ou font revoter (comme au Danemark puis en Irlande) jusqu'à obtenir un résultat conforme à leurs espérances.

Cette fois, les partisans du « oui » n'ont reculé devant aucun chantage. Les salariés ont été inondés de propagande expliquant que la préservation de leurs emplois dépendait de la victoire du « oui ». Les autorités universitaires ont agi de même, prétendant que les fonds alloués à la recherche étaient conditionnés au « oui ». Les fonds de l'Ibec - le Medef irlandais - ont grassement subventionné une myriade de groupes prétendant incarner la « société civile » et naturellement tous favorables au « oui ». Le PDG de Ryanair s'est offert des pages entières de publicité pour le « oui ». Les grands médias ont favorisé de manière éhontée les partisans du traité de Lisbonne, d'ailleurs soutenu par les deux grands partis de droite, par le Parti travailliste irlandais et la direction des syndicats.

Malgré ce rouleau compresseur, quelques bastions du « non » ont résisté, comme les quartiers les plus populaires et les plus pauvres de Limerick. La cote du Premier ministre est d'ailleurs dans le pays au plus bas.

Mais, globalement, la large victoire du « oui » sanctionne un vote de la peur, sur fond de crise économique, de récession et de catastrophe sociale. Alors même que les « politiques européennes » de l'UE ne vont pas manquer d'en aggraver les conséquences.

**« Tout est à nous »**

Le 5 octobre 2009

\* Paru dans « TEAN ».

---

## **Soutien au « non » en Irlande**

Vendredi 2 octobre, les Irlandais devront retourner aux urnes. Sous la pression de la commission européenne et de N. Sarkozy, le parlement irlandais s'est résigné à donner son feu vert à un nouveau scrutin. Objectif : obtenir la ratification du traité de Lisbonne coûte que coûte, ratification rejetée lors d'un premier référendum, en juin 2008.

Cet épisode est révélateur de l'absence totale de démocratie qui préside à la construction européenne et du mépris particulier dans lequel sont tenus les peuples de la périphérie européenne.

C'est la 2<sup>e</sup> fois que les irlandais connaissent le même sort. Du non au référendum sur le TCE, en France et aux Pays-Bas, en 2005, les gouvernements européens ont retenu qu'il ne fallait surtout pas consulter les peuples. Ces votes ont été bafoués aussi bien par le gouvernement français que par la commission européenne.

Dans cette Europe, les populations n'ont pas la parole sauf si elles disent oui au libéralisme qui détruit tous les droits sociaux et les services publics.

C'est donc le Parlement français qui a ratifié la copie conforme du TCE à savoir le traité de Lisbonne, grâce à la scandaleuse complicité du Parti socialiste qui a préféré s'abstenir.

En Irlande, le seul pays à avoir procédé, contraint par sa constitution, à un référendum sur le traité de Lisbonne, le nouveau vote du 2 octobre signifie tout simplement que le premier résultat était nul et non avenu.

C'est tout simplement scandaleux !

Pour le NPA, il faut que les mobilisations sociales convergent pour combattre tous les jours les réformes libérales en Europe.

Concernant le vote du 2 octobre en Irlande, le NPA apporte son total soutien aux partis, organisations et associations progressistes qui font une campagne pour le vote « non » au référendum du 2 octobre.

### **Communiqué du NPA**

Le mardi 29 septembre 2009.

---